

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Payne, Anthony. *The International Crisis in the Caribbean*. Baltimore (MD), Johns Hopkins University Press, 1984, 187 p.

par Claude Morin

Études internationales, vol. 19, n° 4, 1988, p. 763-764.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702442ar>

DOI: 10.7202/702442ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

teurs posent la question de la sagesse des choix de développement et la sagesse de mettre tous ses œufs dans le même panier.

Ce livre est non seulement bien structuré et bien écrit, mais il pose les bonnes questions et y apporte généralement des réponses valables. Ce livre représente donc une contribution importante et un ouvrage essentiel pour tout étudiant ou spécialiste des questions latino-américaines qui désirent mieux comprendre les origines de la crise financière et économique qui secoue les pays de l'Amérique latine depuis le début des années '80.

Gilles VANDAL

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada*

PAYNE, Anthony. *The International Crisis in the Caribbean*. Baltimore, Md, Johns Hopkins University Press, 1984, 187p.

Au moment de sa sortie en 1984, au lendemain de l'intervention des troupes américaines à Grenade, ce livre méritait bien son titre. Le calme revenu, on pourrait croire qu'il serait dépassé. Il n'en est rien: la Caraïbe semble être condamnée à connaître d'autres crises de la même façon qu'elle est condamnée à subir des ouragans. Et ces crises seront pour longtemps encore à portée internationale en raison du nombre des puissances, très inégales par ailleurs, qui se reconnaissent des intérêts dans l'arc insulaire.

Payne voit la région sous l'angle géopolitique. En quelques mots bien choisis, il définit la Caraïbe comme « a battleground on which the rivalries of great and middle powers, the competing merits of alternative ideologies and development strategies and the ambitions of individual leaders are being fought out ». (p. i) Comment en serait-il autrement au vu d'une histoire qui a juxtaposé et aussi superposé les dominations et les influences étrangères? Il y a certes plusieurs façons de voir cette région, mais celle-ci est à mon avis la plus englobante et elle projette sur les autres, plus endogènes, plus internes, un éclairage indispensable.

L'ouvrage comprend huit sections consacrées presque toutes à présenter les politiques des acteurs externes. Payne a raison d'ouvrir son livre par un bref rappel de ce qui confère une cohérence intellectuelle à la Caraïbe: une histoire coulée dans le moule d'impérialismes rivaux, façonnée dans le cadre de la plantation par une institution commune et durable, l'esclavage. On pourrait lui opposer des particularités importantes — qu'on pense à Belize et aux Guyanes — mais les éléments essentiels sont posés. De même ne fait-il pas de doute que la division est inscrite dans le politique (ces îles étant membres d'Empires concurrents) et que l'unité est à chercher dans l'économique (en leur qualité d'appendices tropicaux de métropoles manufacturières).

La Caraïbe a été vue comme un laboratoire social. Ce n'est pas Payne qui récuserait cette présentation. En une dizaine de capsules sur autant d'entités il résume les voies adoptées au cours des dix dernières années pour résoudre les problèmes de développement. Toutes — à l'exception de Cuba dont il ne traite pas — se sont révélées des échecs, sinon des catastrophes; prenez Haïti, la Jamaïque ou la Guyana. La faillite des modèles participe de la compétition internationale qu'elle avive. Puerto Rico, par exemple, fait figure d'assistée publique: les transferts fédéraux dépassent annuellement les 4 milliards de dollars. C'est à ce prix que l'île reste dans le giron des États-Unis dans l'intérêt du Pentagone et au profit des filiales de firmes américaines.

N'y a-t-il pas erreur à lier la montée d'une compétition à l'érosion de l'influence américaine dans la Caraïbe? La région a été depuis le XVII^{ème} siècle une aire de rivalités et les États-Unis y ont pris pied il y a moins d'un siècle. L'hégémonie américaine n'a pas succombé à la rivalité des autres puissances, mais elle s'est effondrée sous l'action de forces qu'elle a contribué à mettre en branle. Elle ne peut survivre longtemps aux conditions exceptionnelles (internes et externes) qui lui avaient donné naissance. Comment ne pas être d'accord en revanche avec la description des mesures prises par l'administration Reagan pour réaffirmer son hégémonisme et avec le jugement de l'auteur sur l'échec auquel elles sont

vouées, devenu patent depuis la parution de l'ouvrage ?

Après les États-Unis, le second acteur auquel Payne consacre un chapitre est Cuba. Menace pour les uns, modèle pour d'autres, Cuba serait le « pivot autour duquel tourne la crise internationale dans la Caraïbe » (p. 67). C'est la perception que les administrations successives à la Maison-Blanche ont voulu nous faire partager. Elles paraissent avoir réussi, du moins à l'époque où le livre fut écrit, quand l'influence cubaine atteignit son point d'étiage. Depuis 1984, Cuba a retrouvé des positions et a retourné en partie l'arme de l'isolement contre son utilisateur, les États-Unis, empêtrés depuis plus d'un quart de siècle dans une politique de l'hostilité.

Le chapitre le plus intéressant traite du rôle des vieilles puissances européennes, envisagé sous l'angle du désengagement. À la précipitation de la Grande-Bretagne à passer la main s'oppose la fermeté de la France dans sa politique assimilationniste qui vaut à ses D.O.M. de la Caraïbe de figurer comme les nantis au palmarès de l'assistance. Quelques pages nous font découvrir l'action tonifiante de la CEE, favorable à l'intégration régionale, apparemment plus éclairée que celle de ses membres métropolitains pris séparément, obsédés par les questions d'immigration.

On saluera la place réservée aux nouveaux acteurs latino-américains, de plus en plus actifs dans la Caraïbe : le Vénézuéla, le Mexique, le Brésil et la Colombie, pour des raisons qui doivent plus à des jeux d'influences qu'à la construction désintéressée d'une solidarité continentale par-delà des divisions linguistiques.

Que deviennent les pays caraïbes face aux influences croisées qui ont la région pour théâtre ? Ils ont du mal à s'unir pour tirer collectivement des avantages de cette rivalité, en exploitant les différences qui opposent les puissances extérieures. Les pays membres du CARICOM étaient les mieux préparés par leur commune ancienne appartenance à l'Empire britannique à coordonner leur politique étrangère ; trop souvent cependant ils se sont laissés séduire par les sirènes du bilatéralisme et ont

tenté chacun de son côté de profiter des promesses illusives de Washington, dont les manœuvres ont gêné une intégration régionale déjà difficile en raison des disparités et des ambitions.

Un lecteur canadien s'étonnera que l'ouvrage ignore aussi cavalièrement le rôle que joue le Canada dans la Caraïbe : moins de dix lignes lui sont consacrées : Après tout cette région a été pendant longtemps sa principale frontière impériale. Serait-ce que ce rôle est perçu comme un prolongement des politiques émanant de Londres et de Washington ? Que fait-on des relations qu'Ottawa a entretenues avec La Havane en dépit de l'ostracisme décrété par notre principal allié ? Le Canada compte en outre parmi les principales sources d'assistance pour Haïti et les West Indies.

On peut faire la fine bouche. Il n'empêche qu'on ne trouvera pas ailleurs une information aussi succincte mise au service d'une analyse aussi pénétrante des défis internationaux surgis dans la Caraïbe.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal.*

THORUP, Cathryn L. *et al. The United States and Mexico: Face to Face with New Technology.* Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S.-Third World Perspectives No. 8 », 1987, 240 p.

En 1979 le « Project of the Overseas Development Council » entre les États-Unis et le Mexique fut créé pour établir un dialogue entre les deux pays. En 1984, suite à plusieurs séminaires bilatéraux, le Comité des Politiques EU-Mexico fut mis sur pied. Le présent ouvrage reproduit les actes d'un colloque tenu en 1985 à la fondation Johnson à Racine, Wisconsin. Il réunit des participants de milieux divers et des spécialistes de transformations technologiques.

C.L. Thorup, directrice du Conseil assume l'édition de cet ouvrage qui comprend huit chapitres. Dans l'introduction, C.L. Thorup